

EXTRAIT du REGISTRE des DÉLIBÉRATIONS du CONSEIL MUNICIPAL d'HILLION SÉANCE du lundi 27 mai 2024

Date de convocation : 21 mai 2024

Date d'affichage : 21 mai 2024

Nombre de Conseillers en exercice : 27

Nombre de Conseillers présents : 24

Nombre de Conseillers votants : 25

L'an deux mille vingt-quatre, le lundi vingt-sept mai à dix-huit heures trente minutes, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la salle du Conseil Municipal en séance publique sous la présidence de Madame le Maire.

Étaient présents : A. Guennou – M. Cosson – M. Colas – A. Jégouic – W. Macé – V. Rosnarho – H. Bourdonnais – M. Chaplain – G. Kuntz – D. Boulaire – B. Delanoë – V. Rebours – M. Devrand – I. Crézé – E. Allanic – F. Le Meur – A. Mercier – I. Lévêque – S. Hamon – F. Deniaux – V. Gaudu – E. Guy-Claereboudt – P. Carrière & A. Le Texier formant la majorité des membres en exercice.

Étaient absents excusés : A. G. Bertrand donnant procuration à A. Jégouic, S. Rault donnant procuration à M. Devrand.

Était absent : G. Hurtaud, P. Carrière

Monsieur Grégoire Kuntz est nommé secrétaire et Madame Eva Guy-Claereboudt, secrétaire adjointe.

OBJET :

**PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE - VOLET
« PRÉVOYANCE » - ADHÉSION À LA CONVENTION
DE PARTICIPATION PROPOSÉE PAR LE CENTRE DE
GESTION DES CÔTES D'ARMOR**

Rapporteur : Morgane COLAS, Adjointe chargée de l'Administration générale, des finances et des ressources humaines

Dans le champ de la « Prévoyance », les contrats permettent aux agents de couvrir le risque de perte de la moitié de leur traitement de base, voire, de tout ou partie du régime indemnitaire en fonction des dispositions prises en la matière par les collectivités. Le contrat « Prévoyance » peut également prévoir des compléments de salaire en cas d'invalidité partielle ou totale, et/ou un complément retraite du fait de la décote de pension liée à l'invalidité, et/ou un capital décès.

L'autorité territoriale expose qu'en conformité avec la réglementation qui dispose que les Centres de Gestion ne peuvent conclure de convention de participation que sur demande des collectivités, le Centre de Gestion des Côtes d'Armor (CDG 22), après avoir reçu mandat de celles-ci, a lancé une procédure de mise en concurrence en vue de conclure une convention de participation pour le risque « Prévoyance », conformément au décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011 et au décret n°2022-581 du 20 avril 2022.

A l'issue de cette procédure, le CDG 22 a souscrit le 1^{er} juillet 2022 une convention de participation pour le risque « Prévoyance » auprès de TERRITORIA MUTUELLE, représentée par ALTERNATIVE COURTAGE, pour une durée de six ans. Cette convention prend effet le 1^{er} janvier 2023 pour se terminer le 31 décembre 2028.

Les collectivités et établissements publics peuvent se rattacher, au 1^{er} janvier de chaque année, pendant la période du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2028, à cette convention de participation sur délibération de leur assemblée délibérante, après consultation de leur Comité Social Territorial, et doivent décider du montant de la participation financière à accorder à chaque agent qui aura adhéré au contrat de prévoyance collective proposé par TERRITORIA MUTUELLE, en application de la convention de participation signée avec le CDG 22.

L'autorité territoriale expose qu'il revient à chaque agent de décider d'adhérer par contrat individuel aux garanties auxquelles il souhaite souscrire.

À partir du 1er janvier 2025, l'employeur public territorial prendra en charge, au minimum, 20% du montant de référence fixé à 35 euros, soit 7 euros de la cotisation à la Protection Sociale Complémentaire en matière de « Prévoyance ».

Vu l'avis favorable aux dispositions précitées émis par le Comité Social Territorial de la commune d'Hillion réuni le 15^e avril 2024 ; il est également acté la constitution d'un groupe de travail afin de proposer un montant de participation définitif de la commune au bénéfice des agents au titre de la Protection Sociale Complémentaire en matière de « Prévoyance ».

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité par 25 voix favorables (Philippe CARRIÈRE ne prenant part ni au débat ni vote) :

- **D'ACCEPTER l'adhésion de la Commune à la convention de participation pour le risque « Prévoyance » auprès de TERRITORIA MUTUELLE, représentée par ALTERNATIVE COURTAGE ;**
- **D'ACTER la prise en charge par la Commune, pour un minimum de 20% du montant de référence fixé à 35 euros, soit 7 euros de la cotisation à la Protection Sociale Complémentaire en matière de « Prévoyance » pour chaque agent ;**
- **D'ACTER la constitution d'un groupe de travail afin de proposer un montant de participation définitif de la commune au bénéfice des agents au titre de la Protection Sociale Complémentaire en matière de « Prévoyance ».**

Annie GUENNOU,
Maire.

